



## Venezuela : du « Qatar de l'Amérique latine » au chantier XXL... sous supervision américaine (et ce n'est pas une blague)

Le **Venezuela** a longtemps été l'un des paradoxes les plus fascinants, et les plus frustrants, du **commerce international** : un pays assis sur des ressources naturelles exceptionnelles, doté d'infrastructures jadis enviées en **Amérique latine**, mais progressivement devenu l'exemple-limite de ce que l'**incompétence économique**, la politisation extrême et la casse institutionnelle peuvent produire. Le débat organisé par **La Fabrique de l'Exportation** le 12 février 2026, animé par Alain Bentejac, avec l'intervention d'Henri-Jacques Citroën (connaisseur du terrain depuis plus de trente ans), a offert une plongée rare et sidérante.

Depuis le **3 janvier 2026**, et la **capture de Nicolás Maduro** à la suite d'une **intervention américaine**, la question n'est plus seulement « que s'est-il passé ? », mais « que peut-il se passer maintenant ? ». Le terrain confirme une accélération brutale des dynamiques, au point que des scénarios envisagés sur trois mois se seraient réalisés en quarante-huit heures. Reste à savoir si cette vitesse est celle d'un redressement... ou d'une mise sous tutelle durable.

## **Le péché originel : 2002-2003, la grève qui a déclenché la mécanique infernale**

Henri-Jacques Citroën situe un tournant historique décisif avec la grande grève de décembre 2002 et janvier 2003, parfois qualifiée « d'insurrectionnelle ». Pendant deux mois, l'essentiel du pays s'arrête : partis politiques, syndicats, société civile... et surtout la compagnie pétrolière **PDVSA**. L'objectif était de forcer le départ d'**Hugo Chávez**, élu régulièrement mais déjà engagé dans une trajectoire de confrontation.

La réponse de Chávez est un acte de puissance et une bombe à retardement : licenciement massif au sein de **PDVSA** (18 000 personnes sur 38 000), puis instauration d'un **contrôle des changes** et d'un **contrôle des prix** conçus comme une « punition pour toujours ». Et c'est là que commence la décadence de l'économie vénézuélienne : plusieurs **taux de change**, distorsions permanentes, arbitrages, rentes, corruption mécanique, destruction de la production.

Le récit devient presque burlesque, mais il est tragiquement instructif. Entre 2008 et 2018, le Venezuela en arrive à enlever **14 zéros** à sa monnaie en plusieurs étapes (bolivar « fort », « souverain », « digital »). Derrière le détail monétaire, l'**hyperinflation** provoque la perte de confiance totale, la fuite vers le dollar, et l'économie qui se vide.

L'un des chiffres les plus lourds avancés par Henri-Jacques : entre 2013 et 2020, le Venezuela aurait perdu environ **80% de son PIB**. Ce n'est pas une récession : c'est une démolition.

## **PDVSA, quand la loyauté supplante la compétence, l'industrie s'effondre**

Le cœur du diagnostic d'Henri-Jacques Citroën tient en une phrase : le Venezuela n'est pas seulement en crise, son industrie est physiquement détruite. L'industrie ne s'est pas

juste arrêtée, elle s'est cassée. Et ce point est capital pour les entreprises étrangères : redémarrer ne veut pas dire relancer, mais **reconstruire**.

Son expérience au plus près des sites industriels (cimenteries, sidérurgie, sucreries, métallurgie, pétrole) l'amène à pointer une cause systémique : **la substitution du savoir-faire par la fidélité politique**. Des profils propulsés à des postes techniques sans compétence, des militaires à la tête d'installations complexes, des décisions prises sans compréhension des chaînes de valeur, ni de la maintenance, ni des risques.

La démonstration la plus parlante est aussi la plus simple : derrière toute activité industrielle, il y a un **savoir-faire** accumulé. On ne s'improvise pas chef d'usine comme on s'improvise commentateur de football.

Dans le pétrole, cette dégradation est racontée à travers l'**ouverture pétrolière** des années 1990, pensée avant Chávez pour accélérer l'exploitation. Le Venezuela attire toutes les majors et développe notamment des projets lourds dans la ceinture de l'Orénoque, avec des installations de type **upgraders** capables de **transformer des pétroles extra-lourds visqueux (8° API) en bruts légers**. Mais en 2005, changement de règles : conversion des contrats, montée en puissance de PDVSA dans les joint-ventures, nomination de cadres non qualifiés, tensions dans la gouvernance, et incapacité à accepter l'expertise technique des partenaires.

On comprend alors pourquoi la question du **pétrole extra-lourd** est plus qu'un sujet énergétique, c'est un révélateur de la compétence industrielle. Quand une installation critique brûle, la facture est colossale, et le manque à gagner se compte en dizaines de millions par jour. Surtout, l'organisation locale n'a plus la capacité d'agir vite, d'acheter, d'auditer, de réparer. La conséquence est durable car la production ne revient pas au niveau prévu.

La nationalisation massive d'autres secteurs (ciment, sidérurgie, sucreries, etc.) suit la même logique avec prise de contrôle politique, puis effondrement opérationnel. Résultat décrit sans détour : le Venezuela produit très peu de ciment, presque pas d'acier, plus d'aluminium, et connaît des pénuries d'essence par épisodes. Même l'électricité, autrefois abondante, devient un sujet d'angoisse, avec des infrastructures dégradées, des centrales thermiques à l'arrêt et un barrage stratégique (Guri) fragilisé. En dehors de Caracas, les pannes d'électricité sont fréquentes, longues et inopinées.

Pour les lecteurs intéressés par le **risque pays** et l'**intelligence économique**, la leçon est brutale. Une économie peut perdre ses institutions, puis sa monnaie, puis sa production... mais le point de non-retour est souvent la perte du **capital humain** et de la **maintenance industrielle**.

## 3 janvier 2026 : accélération, tutelle américaine et guerre des licences (OFAC, le nouveau guichet du destin)

La séquence ouverte le **3 janvier 2026** change la grille de lecture. Dans le débat, Jean Anglade décrit une **accélération énorme** : arrivée du secrétaire américain à l'énergie, présence d'équipes assimilables à des **auditeurs américains** chez **PDVSA**, mise à plat des procédés, des postes, des profils. L'idée d'un **comité de surveillance** ou d'une supervision structurée est évoquée.

Et pourtant, paradoxe politique immédiat : hormis Maduro, « tout le reste des équipes est resté en place ». Cette continuité interroge la profondeur réelle du changement. Elle alimente aussi le risque d'un redémarrage économique piloté de l'extérieur, sans refondation interne suffisamment solide, donc potentiellement réversible.

Le nœud stratégique, pour le pétrole comme pour le reste, se résume en l'acronyme **OFAC**. Les licences américaines déterminent qui peut travailler, investir, exporter, acheter, vendre, et dans quelles conditions. Henri-Jacques Citroën explique que le terrain de jeu dépend des Américains, et ils peuvent choisir d'ouvrir largement ou de verrouiller en autorisant seulement certains acteurs (voir le PS à la fin du texte).

Les échanges soulignent un point essentiel pour les entreprises françaises et européennes : une licence générale ouvrirait la porte à davantage de concurrence, tandis que des licences nominatives ou ciblées peuvent sélectionner quelques opérateurs. Dans ce contexte, la question « le marché sera-t-il ouvert ? » devient : « le marché sera-t-il ouvert... à qui ? ». Ce qui ressemble à une politique énergétique ressemble aussi à un mécanisme d'**allocation géopolitique du business**.

Les acteurs occidentaux cités comme présents ou susceptibles d'être décisifs : **Chevron** (qui bénéficie d'un traitement de faveur de la part de l'OFAC depuis le retour de Trump au pouvoir), **Eni**, **Repsol**, et l'entreprise française **Maurel & Prom**. Le cas **TotalEnergies** est traité explicitement : départ en 2022, projets dégradés, contraintes de sanctions, environnement opérationnel trop instable. Son retour est loin d'être évident, et l'histoire récente ne donne pas très envie aux grands groupes de retenter l'aventure.

Pour les entreprises françaises, cela signifie que même si l'opportunité existe, l'accès au marché dépendra du double filtre **politique américaine** et **capacité opérationnelle** sur un terrain où les infrastructures, la logistique et les services aux industries ont été largement détruits.

## Hors pétrole, la reconstruction, la fuite des talents et l'économie sans crédit sont le vrai test de la relance

Le débat a le mérite de ne pas se limiter au baril. Car le Venezuela ne se redressera pas uniquement avec un peu plus de production pétrolière. L'intervenant donne une estimation prudente : dans un contexte de sanctions levées et d'investissements possibles, la production pourrait remonter à **1,4–1,5 million de barils/jour** à horizon environ dix-huit mois. Ce serait une bouffée d'oxygène. Mais l'oxygène ne suffit pas à reconstruire un corps.

Le vrai mur, c'est la **reconstruction des infrastructures et du tissu productif**. La sidérurgie passée de plusieurs millions de tonnes à un niveau dérisoire, les cimenteries dégradées, le réseau électrique à réhabiliter, des hôpitaux et écoles à remettre d'aplomb... ce sont des **investissements gigantesques** ! Et la difficulté n'est pas seulement financière, elle concerne aussi la capacité d'exécution, la gouvernance, la chaîne d'approvisionnement, la sécurité, et la main-d'œuvre qualifiée.

Or, le Venezuela a subi un choc démographique majeur avec environ **8 millions** de personnes parties (un quart de la population), dont beaucoup qualifiées, désormais installées aux États-Unis, en Europe ou ailleurs. Qui reviendra vraiment pour reconstruire, et pas seulement pour « revoir la famille » ? Une relance sans retour massif de compétences est une relance sous perfusion externe.

À cela s'ajoute une anomalie macroéconomique rarissime : l'absence de **crédit bancaire** pendant environ 25 ans. Dans une économie sans crédit, on achète cash : voiture, appartement, investissements, tout ! Cela bloque la consommation, empêche l'investissement productif, tue l'entrepreneuriat à grande échelle, et favorise une économie duale, ceux qui ont des dollars et ceux qui n'en ont pas.

Même aujourd'hui, les distorsions persistent : coexistence de taux de change (Banque Centrale versus marché parallèle), difficultés à obtenir des devises, préférence structurelle pour la dollarisation informelle. Même avec une impulsion pétrolière, la normalisation économique est un travail de longue haleine.

## Pour les entreprises françaises des opportunités réelles, mais prudence absolue !

Le débat, au fond, propose une boussole aux décideurs export et investissement. Oui, le Venezuela a un potentiel spectaculaire avec **pétrole, gaz, nickel, bauxite, position géographique**, mais aussi capital sympathie envers la France, et ce qu'il reste du secteur privé décrit comme **résilient** et inventif avec une capacité à trouver des solutions au

quotidien, y compris sur des sujets comme le transport et certains mécanismes privés qui compensent l'absence de crédit classique.

Mais ce n'est pas un Eldorado immédiat. C'est un pays où l'économie a été abîmée dans ses structures, où la gouvernance reste incertaine, et où la variable déterminante à court terme est la décision américaine, via les licences, les flux financiers et la supervision.

Dans ce contexte, la **mission annoncée pour juin** (à partir du 15 juin, **tournée européenne incluant la France, portée par des acteurs économiques vénézuéliens et la dynamique chambre de commerce**) prend une valeur stratégique : elle permet de réouvrir des canaux, de cartographier des besoins, de détecter des partenaires, et surtout de réapprendre le terrain. Car au Venezuela, le risque n'est pas théorique, il est logistique, contractuel, monétaire, juridique, humain.

Pour les entreprises françaises, trois idées émergent du débat :

1. Le **pétrole** peut être la rampe de lancement, mais la reconstruction **hors pétrole** sera le vrai test, et elle demandera du temps, des financements et des cadres solides.
2. La clé de voûte est la **stabilité politique** et la lisibilité des règles, sans lesquelles aucun investissement sérieux (a fortiori industriel) n'est rationnel.
3. L'optimisme doit être « ferme mais pondéré » car dans un pays où l'on peut enlever 14 zéros en dix ans, la prudence n'est pas de la frilosité, c'est de la survie.

Et puis il y a cette conclusion, mi-sourire mi-alerte, qui résume l'esprit de la discussion : au Venezuela, on ne s'ennuie pas. C'est vrai. Mais une stratégie export n'a pas vocation à être un sport extrême.

PS (le 19-02-2026) :

Le 18 février, l'OFAC a émis la General Licence « 50a » qui autorise seules 6 compagnies pétrolières occidentales à opérer au Venezuela, moyennant certaines règles et restrictions : BP, Chevron, ENI, Repsol, Shell et la française Maurel & Prom. Elle interdit toute transaction et toute opération avec les compagnies de Russie, d'Iran, de Corée du Nord, de Cuba et de Chine. Désormais, tous les contrats seront de droit américain et tout litige devra être réglé devant les tribunaux des Etats-Unis.